

Jean-Pierre Le Goff : «Le désir d'union ne doit pas nous empêcher d'affronter la réalité»



<http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2015/01/10/31003-20150110ARTFIG00087-jean-pierre-le-goff-le-desir-d-union-ne-doit-pas-nous-empêcher-d-affronter-la-realite.php>

| Mis à jour le 10/01/2015 à 13:51 |



Marche citoyenne à Nice en hommage aux victimes du terrorisme Crédits photo : Lionel Cironneau/AP

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Le sociologue se réjouit de la marche organisée ce dimanche en hommage aux victimes du terrorisme. Il rappelle néanmoins qu'il ne s'agit pas seulement de manifester une compassion, mais aussi d'affirmer avec force ce à quoi nous tenons dans notre héritage politique et culturel.

Jean-Pierre Le Goff, né en 1949, est philosophe de formation, écrivain et sociologue au CNRS. Ses ouvrages portent, sur les évolutions problématiques de la société française, notamment les paradoxes de Mai 68 et le gauchisme culturel. Son dernier livre La Fin du village. Une histoire française est paru chez Gallimard en 2012.

PROPOS RECUEILLIS PAR **ALEXANDRE DEVECCHIO** @AlexDevecchio¹

FIGAROVOX: Après le massacre de Charlie Hebdo une marche citoyenne est organisée ce dimanche. Que vous inspire celle-ci? Que révèle-t-elle de notre société?

Jean-Pierre Le Goff: Le mouvement d'indignation et de solidarité qui s'est élevé dans tout le pays contre la barbarie du terrorisme islamiste fait chaud au cœur. C'est un fort sentiment patriotique et d'attachement aux valeurs républicaines qui s'exprime avec force, avec l'appui fraternel des autres pays européens, des États-Unis et de tous les peuples du monde attachés aux valeurs démocratiques. Telle est la première leçon essentielle qu'il s'agit de retenir. Elle nous reconforte. Mais l'émotion, l'indignation et l'indispensable unité nationale ne doivent pas nous empêcher de réfléchir et de commencer à tirer les leçons de l'épreuve que nous traversons.

Avec ces meurtres terroristes de sang froid, c'est toute une mentalité pacifiste et angélique, présente en France et dans nombre de pays européens depuis plus de trente ans, qui vole en éclats. Il n'en résulte pas nécessairement une claire compréhension de ce qui nous arrive et de ce à quoi nous avons affaire. La vision de la souffrance et de la mort, relayée et diffusée en continu à la télévision, nous confronte soudainement à l'horreur, déstabilise les repères du sens commun. Tels sont du reste les buts visés par ces criminels qui jouent sur la terreur et ses effets de sidération. Devant la barbarie, l'émotion et l'indignation risquent de tout emporter. Les efforts de compréhension et de résistance semblent un moment suspendus: comment cela a-t-il été possible? Comment peut-on en arriver à commettre de tels actes barbares?

Un tel type de posture et de réaction première s'apparente à un aveuglement, à un refus de se confronter à une mentalité fanatique qui désarçonne nos références morales et nos cadres de pensée. Ce discours de l'excuse a assez duré.

Le terrorisme cherche à créer un sentiment d'impuissance devant une menace diffuse qui semble pouvoir surgir à tout instant. Il installe ainsi un climat permanent d'angoisse et d'insécurité dans la population. Le terrorisme islamiste s'accompagne d'un discours de haine contre l'Occident, contre «les juifs et les croisés» et tous les représentants de Satan. Pour des citoyens vivant dans un pays démocratique moderne qui a pu se croire à l'abri des désordres du monde, ce vocabulaire paraît fou et d'un autre âge, accentuant un peu plus le caractère incompréhensible des crimes commis.

Un sociologisme réducteur qui a longtemps prévalu - et a encore des restes - est censé apporter une explication. Il considère que les discours de haine et les actes criminels ne sont que les symptômes des conditions économiques et sociales, des discriminations, de la domination des pays riches sur les pays pauvres... L'illusion consiste alors à penser que la lutte contre le terrorisme peut se limiter à «assécher son terrain» en s'attaquant aux conditions économiques, sociales, politiques... qui le rendent possible. C'est comme si, nous retrouvant face à un meurtrier bien décidé à nous tuer et qui nous le fait savoir, notre premier réflexe serait de ne pas le prendre tout à fait au sérieux, l'important en l'affaire étant avant tout de connaître les causes «objectives» (et non «idéologiques») qui le poussent à vouloir nous supprimer. Une telle perversion de la pensée qui se coupe du monde et de l'expérience commune n'est pas sans rappeler la réaction d'intellectuels qui, face à la montée du nazisme en Allemagne, avaient chacun leur théorie sur Hitler et se laissaient prendre au piège de leur propre construction. Un tel type de posture et de réaction première s'apparente à un aveuglement, à un refus de se confronter à une mentalité fanatique qui désarçonne nos références morales et nos cadres de pensée. Ce discours de l'excuse a assez duré. Avec ce qui vient de se passer, cette attitude présente chez une partie de la jeunesse, d'intellectuels gauchistes et de journalistes militants est désormais en morceaux. On peut encore essayer de se raccrocher à des explications psychologiques (des «fous» accomplissant des actes insensés) et les cellules psychologiques sont là pour aider à sortir du traumatisme.

Mais, là aussi, si la dimension psychologique, psychiatrique, est bien réelle, elle ne saurait pour autant rassurer. Le fanatisme religieux, en l'occurrence islamiste, les idéologies meurtrières ne sont pas seulement l'expression débridée de pulsions destructrices, ils s'articulent à un système de croyances qui ont leur consistance propre, mettent en jeu des conceptions du monde, de la vie et de la mort, du pouvoir..., désignent l'ennemi à combattre et à éliminer. C'est cette réalité qu'ont du mal à affronter des individus autocentrés qui voient le monde comme le prolongement d'eux-mêmes, de leurs relations affectives et de leurs sentiments. Dans une société morcelée et déconnectée de l'histoire, la psychologie a tendance à s'ériger en nouvelle explication globale du monde, tandis que l'émotion et la morale des bons sentiments envahissent le discours politique. Telles me paraissent être les failles de notre compréhension et de nos réactions. Il ne faut pas craindre d'affronter lucidement la question des faiblesses internes des démocraties, sur lesquelles cherche précisément à s'appuyer le terrorisme islamiste. C'est une condition de l'efficacité du combat contre lui.

Il n'y a pas si longtemps, en 2004, la « nuit blanche » de la mairie à Paris fut dédiée à la fois à Françoise Sagan (« une femme qui a aimé la nuit ») et à tous ceux qui étaient pris en otage, ce qui en dit long sur le décalage existant entre un certain type de mentalité festive et les nouveaux défis qui sont posés aux sociétés démocratiques.

Le désir d'union et de rassemblement, pour important qu'il soit, ne peut-il pas développer une certaine naïveté face à des ennemis armés et implacables?

En France et au sein d'autres pays européens, une partie de l'opinion a encore du mal à admettre que nous puissions avoir des ennemis qui veulent nous détruire et qu'il faut combattre avec la plus grande fermeté dans le cadre d'un État de droit.

On signe des pétitions, on allume des bougies, on se tient la main, on manifeste en silence... Ces manifestations expriment l'indignation et la solidarité avec les victimes, elles montrent l'unité d'un pays dans le refus du terrorisme. Mais la façon dont elles font valoir les valeurs démocratiques ne saurait laisser entendre que tout pourrait être affaire d'ouverture, de tolérance, en dehors de la force, de la puissance, de la fermeté qui permettent de défendre ces valeurs démocratiques. Il n'y a pas si longtemps, en 2004, la «nuit blanche» de la mairie à Paris fut dédiée à la fois à Françoise Sagan («une femme qui a aimé la nuit») et à tous ceux qui étaient pris en otage, ce qui en dit long sur le décalage existant entre un certain type de mentalité festive et les nouveaux défis qui sont posés aux sociétés démocratiques. Le problème, est, que même si vous ne voulez pas d'ennemi, «c'est l'ennemi qui vous désigne»: «Et s'il vous choisit vraiment comme ennemi, vous pouvez lui faire les plus belles prestations d'amitié. Du moment qu'il veut que vous soyez l'ennemi, vous l'êtes. Et il vous empêchera de cultiver votre jardin.»

La France et les sociétés démocratiques occidentales en paix depuis 50 ans, ont-elles perdu toute conscience du tragique de l'Histoire?

Qu'on le veuille ou non, la France est en guerre contre le terrorisme islamiste en Afghanistan, au Mali, en Irak et ce terrorisme a des relais au sein de notre pays. Ce sont précisément ces réalités que beaucoup d'entre nous ont du mal à regarder en face parce qu'ils vivent depuis des années dans l'illusion d'un monde pacifié.

En France, en guise de récit national, une mémoire pénitentielle et victimaire a pris le dessus, encouragée et entretenue par des associations et des groupes de pression communautaires qui ont développé le ressentiment et la haine de soi.

Après la chute du mur de Berlin, la proclamation d'une supposée «fin de l'histoire» n'impliquait pas seulement l'idée que le libéralisme économique pouvait désormais s'épanouir sans entrave, mais celle d'une relégation des conflits et des guerres dans une sorte de préhistoire antidémocratique. La perspective supposée d'une fin de l'histoire impliquait en même temps celle de la fin du tragique qui lui est inhérent. L'Union européenne s'est construite sur une volonté de paix légitime entre les peuples européens. Celle-ci s'est accompagnée d'une éthique des droits de l'homme et d'un libéralisme économique qui ont pu laisser croire que tout était désormais affaire de «gouvernance», de respect du droit et de dialogue entre les peuples, en oubliant le jeu des intérêts, des rapports de force, des volontés de puissance... Les politiques qui s'y trouvaient confrontés ne pouvaient l'ignorer, mais la façon dont ils ont fait valoir la construction européenne a renforcé les illusions existant au sein d'une partie de l'opinion qui a tendance à confondre la politique avec les «droits de l'homme», voire avec la morale de la bonne intention. Tel a été le point aveugle des sociétés démocratiques européennes «post-totalitaires», encore marquées par les souvenirs des guerres dévastatrices et des barbaries qui ont eu lieu sur leur sol. En France, en guise de récit national, une mémoire pénitentielle et victimaire a pris le dessus, encouragée et entretenue par des associations et des groupes de pression communautaires qui ont développé le ressentiment et la haine de soi. Cette mentalité nous divise et nous désarme face à ceux qui ont juré de mettre à bas notre pays et les démocraties partout dans le monde. L'unité nationale dans le combat contre le terrorisme islamiste implique d'en finir avec cette mésestime de soi.

Il faut le dire clairement : la reductio a Hitlerium, l'obsession du « fascisme montant » sur le modèle passé sont une forme d'enfermement mental qui se refuse à affronter les nouveaux défis du présent et fait le lit de l'extrême droite.

Les responsables politiques ont dénoncé la barbarie de cet attentat et appelé à éviter les amalgames. Mais comme l'a rappelé Jean-François Kahn, il a fallu un communiqué du FN pour que les mots «terrorisme islamiste» soient employés. Comment expliquez-vous cette difficulté à nommer nos ennemis?

J'ai eu la même réaction que Jean-François Kahn - et je ne suis pas le seul -, en écoutant la première déclaration de Marine Le Pen qui parlait clairement face à l'embarras de certains hommes politiques à dire que nous étions en guerre et à nommer nos ennemis. Antérieurement, on a voulu essayer de remplacer à tout prix «État islamique» par «Daesh», en expliquant que cela éviterait une «confusion avec islam, islamisme, musulmans». La crainte justifiée des amalgames ne peut servir d'argument pour ne pas regarder la réalité en face, en parlant d'un terrorisme indéfini créé ex nihilo, venant d'on ne sait où et s'abattant sur le pays comme une catastrophe naturelle. Il en va de même des craintes et des allusions constantes à la montée de l'extrême droite en Europe qui «zappent» et évitent le sujet. Sans parler des allusions constantes à la «zemmourisation des esprits», voire au livre de Houellebecq et aux amalgames les plus grossiers de journalistes militants de gauche qui, depuis des années, ont transformé l'antifascisme en posture identitaire et de valorisation dans les médias bien-pensants. Tout cela est dérisoire et lamentable, pour ne pas dire indigne, face aux épreuves que connaît notre pays. Il faut le dire clairement: la reductio a Hitlerium, l'obsession du «fascisme montant» sur le modèle passé sont une forme d'enfermement mental qui se refuse à affronter les nouveaux défis du présent et fait le lit de l'extrême droite. Ce petit jeu propre à une gauche bête et sectaire, qui ne vit que dans un face à face délétaire avec ce qu'elle dénonce, a assez duré. L'unité du pays dans l'épreuve et la lutte contre le terrorisme islamiste exige une autre tenue.

De ce point de vue, les cafouillages de la gauche dans l'organisation d'une manifestation symbolisant l'unité du pays et son refus d'inclure le Front national, qui représente désormais une partie importante de l'électorat, a été ressentie par une bonne partie de l'opinion comme une manœuvre de récupération politicienne, une incapacité d'être à la hauteur de la situation que connaît notre pays. Un tel ostracisme vis-à-vis du Front national ne peut, une fois de plus, que le renforcer.

Comment en est-on arrivé à ce que la France soit devenue un pays où l'on tue des citoyens pour blasphème et liberté d'opinion, où l'on agresse et l'on assassine des enfants et des citoyens parce qu'ils sont « juifs » ?

Enfin, le refus de tout amalgame, la lutte contre l'islamophobie et la répression des attaques contre les mosquées, comme tous les autres lieux de culte, ne sauraient passer outre des questions légitimes que se pose l'opinion: comment en est-on arrivé à ce que la France soit devenue un pays où l'on tue des citoyens pour blasphème et liberté d'opinion, où l'on agresse et l'on assassine des enfants et des citoyens parce qu'ils sont «juifs»? Comment de jeunes Français convertis à l'islam en sont-ils arrivés à adhérer à l'islamisme radical et à des groupes barbares et sanguinaires? Comment ont-ils pu partir faire le «djidah» dans des pays en guerre et revenir pour apporter la terreur dans notre pays et dans d'autres pays démocratiques?

Répondre à de telles questions n'implique pas seulement de comprendre les situations et la psychologie particulières des «djidahistes» ou de les envisager seulement comme de simples mécanismes sectaires, mais de réexaminer la façon dont depuis des années on a laissé se développer un islam fondamentaliste qui, s'il ne se confond pas avec le terrorisme, n'en a pas moins été souvent le terreau premier des tueurs en question? Ce qui implique d'aborder clairement le délicat problème du financement des mosquées et des imams prêchant un islam intégriste et liés à des pays avec qui nous entretenons de bonnes relations il en va de même pour les discours de haine et l'antisémitisme qui se déploient quotidiennement sur les réseaux sociaux. Ces questions concernent tous les citoyens, en même temps que nos compatriotes musulmans et leurs représentants ont un rôle décisif à jouer pour que domine en France et dans l'Union européenne un islam qui s'intègre à l'héritage des Lumières et à notre modèle républicain.

Nous ne pouvons plus en rester à un relativisme culturel et politique qui élude constamment la question de savoir ce qui nous spécifie comme pays et comme civilisation.

Iriez-vous jusqu'à dire que l'on paie aujourd'hui le prix d'un certain déni du réel et d'une forme de relativisme culturel? La «bulle protectrice» dans laquelle nous vivons semble être sur le point de voler en éclat, mais y sommes-nous réellement préparés?

Les événements tragiques que connaît notre pays sont une cruelle épreuve du retour de la réalité après des années de déni ou d'édulcoration de phénomènes comme la montée du communautarisme et de l'intégrisme, les nouvelles formes de banditisme, le développement de l'antisémitisme et de l'islamisme radical..., dont les acteurs de terrain ont une conscience aigüe depuis longtemps. Les travailleurs sociaux dans les quartiers, les enseignants dans des classes difficiles, les magistrats, les policiers et les gendarmes, les services de renseignements... n'ont cessé d'alerter les pouvoirs publics. On n'en a pas moins laissé s'accumuler les tensions et les points de fractures en les recouvrant d'une langue de bois sociologisante, de rapports et d'«outils» d'évaluation en tout genre qui se sont montrés globalement impuissants à contrer ces phénomènes délétères. Le chômage de masse n'a rien arrangé. Affronter ces réalités sans pour autant se sentir désarmé n'a rien d'évident. Dans ce domaine comme dans les autres, le travail de reconstruction ne se fera pas en un jour. Mais encore s'agit-il de cesser de dénigrer nos idéaux républicains au nom d'un «multiculturalisme» invertébré, d'un communautarisme et d'un individualisme victimaires qui laminent la confiance en nous-mêmes. Nous ne pouvons plus en rester à un relativisme culturel et politique qui élude constamment la question de savoir ce qui nous spécifie comme pays et comme civilisation. Un pays qui rend insignifiant son passé se condamne à ne plus inventer un avenir discernable porteur des espérances d'émancipation ; un pays qui ne croit plus en lui-même est ouvert à toutes les servitudes.

Nous ne manquons pas de ressources. Le peuple français et ses représentants ont su relever les défis et surmonter les épreuves tout au long de l'histoire. Aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement de manifester une compassion envers les victimes et leur rendre hommage, mais d'affirmer avec force ce à quoi nous tenons dans notre héritage politique et culturel, français et européen. En ce sens, le mouvement qui s'est affirmé dans tout le pays peut être un levier d'un renouveau démocratique face au terrorisme islamiste, aux barbaries et aux désordres du nouveau monde. Tel est du moins mon souhait. En l'affaire, rien n'est joué d'avance, mais la France et l'Europe n'ont pas dit leur dernier mot.

La rédaction vous conseille :

Jean-François Kahn: «Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place»²

Terrorisme islamiste: cette guerre qui commence était hélas prévisible³

Hugues Moutouh: sommes-nous condamnés à être faibles parce que nous sommes civilisés?⁴

«Nous sommes tous Charlie», vraiment?⁵

Natacha Polony: nous ne sommes pas tous Jean Moulin⁶



Alexandre Devecchio

auteur 50 abonnés

Journaliste au FigaroVox. Me suivre sur Twitter : @Alex_devecch

Liens:

¹ <https://twitter.com/AlexDevecchio>

² <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2015/01/08/31003-20150108ARTFIG00370-jean-francois-kahn-ami-si-tu-tombes-un-ami-sort-de-l-ombre-a-ta-place.php>

³ <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2015/01/09/31003-20150109ARTFIG00339-terrorisme-islamiste-cette-guerre-qui-commence-etait-helas-previsible.php>

⁴ <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2015/01/09/31003-20150109ARTFIG00138-hugues-moutouh-sommes-nous-condamnes-a-etre-faibles-parce-que-nous-sommes-civilises.php>

⁵ <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2015/01/08/31003-20150108ARTFIG00281-nous-sommes-tous-charlie-vraiment.php>

⁶ <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2015/01/09/31003-20150109ARTFIG00349-nous-ne-sommes-pas-tous-jean-moulin.php>